

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr^t)

POUR LA PUBLICITÉ

S'ADRESSER, 26, RUE DROUOT
A L'HOTEL DU « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^{ie}
8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr^t)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102-45 — 102-47 — 102-49

ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
Seine et Seine-et-Oise	15 »	30 »	60 »
Départements	18 »	37 »	75 »
Union postale	24 »	48 »	96 »

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

SOMMAIRE

Le prince Napoléon et l'impôt sur le revenu : Napoléon.
La Vie de Paris : Autour des bêtes : EMILE BERR.
« Chantecler » et M. Lucien Guitry : SERGE BARSSET.
Arrivée à Paris du général d'Amade : GASTON DAVENAY.
La crise orientale.
Le drame de l'impasse Ronsin : La défense de Mme Steinheil.
La Chambre : Vote de l'impôt : PAS-PERDUS.
Le Sénat : AUGUSTE AVRIL.
En l'honneur de Sven Hedin : M. L.
Gazette des Tribunaux : L'enlèvement de Mlle Jussot : GEORGES CLARETTE.
Les Théâtres : Odéon : « Beethoven » : FRANCIS CHEYASSU.

Le prince Napoléon

ET

L'impôt sur le revenu

Le prince Napoléon a adressé la lettre suivante à M. Poiriquet, le vénéré doyen du Sénat, pour appeler l'attention de la haute assemblée sur les dangers de la loi votée hier par la Chambre des députés.

Mon cher sénateur,

Le Sénat va être prochainement saisi du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu.

J'ai suivi avec soin les débats de la Chambre des députés. L'impression que j'ai ressentie de cette étude est que cette prétendue réforme expose la France à un véritable péril. On abandonne des impôts qui ont fait leurs preuves pour les remplacer par des impôts dont le rendement est fort incertain ; c'est un saut dans l'inconnu, au moment où des crédits considérables vont être demandés au Parlement pour la guerre et la marine.

L'augmentation de notre artillerie s'impose sans retard. Si la batterie de quatre pièces est définitivement adoptée, il va falloir créer plusieurs batteries nouvelles dans chaque corps d'armée.

En ce qui concerne la marine, la construction de nos forces navales ne répond plus à la mission qui leur incomberait en temps de guerre. La marine française n'a plus à l'heure actuelle une réelle valeur offensive ; son rôle défensif même se trouverait bien amoindri en cas de conflit sur mer.

La Chambre vient de voter une réforme fiscale qui consiste dans l'établissement d'un impôt général sur les revenus de toutes catégories, augmenté d'un impôt complémentaire sur l'ensemble de toutes les ressources constituant les revenus de chaque contribuable.

Ce nouvel impôt doit remplacer les quatre contributions directes abrogées : foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes. L'équité dans l'impôt doit être le principal objectif du législateur. L'impôt sur le revenu, par son caractère personnel, global et progressif, constitue par cela même un obstacle à cette équité.

Un tel impôt est personnel et sa base varie avec chaque contribuable. Pour fixer cette base il faut, ou que le fisc la détermine lui-même, et alors c'est l'arbitraire et l'inquisition, ou que le contribuable soit contraint de déclarer l'ensemble de son revenu ; dans ce cas encore il faut pouvoir contrôler, et le contrôle est nécessairement inquisitorial.

On croit faire du nouveau, il n'en est rien. En réalité, on ne fait que revenir en arrière, que retourner à une organisation fiscale condamnée par l'expérience.

La Révolution de 1789 a été provoquée par des causes bien diverses, par des idées généreuses et nouvelles, mais plus encore peut-être par le mécontentement universel dû à un détestable régime fiscal.

C'est à ce régime qu'on veut ramener la France du vingtième siècle. L'impôt sur le revenu n'est que le rétablissement, sous un autre nom, du plus insupportable des impôts de l'ancien régime : la taille et les vingtièmes.

Avant la Révolution, les investigations aux domiciles, les recherches chez les producteurs, les commerçants et les industriels étaient réduites au point que l'on préférait simuler la pauvreté plutôt que de se soumettre à une véritable inquisition.

La loi nouvelle serait un retour au régime que la Révolution française a fait disparaître avec juste raison.

L'impôt doit être consenti ; il ne peut l'être que par celui qui le paye, et non par celui qui ne le paye pas.

La justice la plus élémentaire commande de ne pas frapper trop durement ceux qui travaillent, car ce serait au détriment des travailleurs.

L'impôt sur le revenu est une institution aristocratique. Il n'a vécu que dans les sociétés hiérarchisées, où il fonctionnait contre les classes inférieures, comme jadis en France, ou bien à la charge des classes possédantes, mais alors il était compensé par des privilèges, et ces classes s'imposaient elles-mêmes, comme aujourd'hui en Prusse.

En Angleterre l'impôt n'est pas un impôt sur le revenu, mais un impôt cédulaire fragmenté, portant plus souvent sur la chose que sur la personne. L'exemple de la Suisse ne prouve rien ; c'est un petit pays de mœurs spéciales où l'impôt sur le revenu n'est d'ailleurs pas fédéral, mais cantonal ou municipal. Cela du reste n'empêche pas les abus et les inconvénients du système, qui sont atténués par le caractère de la population, ses habitudes et ses traditions.

Le seul exemple qui pourrait vraiment

être invoqué est celui des Etats-Unis, une grande démocratie comme la France. Or l'impôt sur le revenu y a complètement échoué une première fois ; après une seconde tentative, la Cour suprême l'a condamné comme attentatoire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi.

La France est peut-être le pays le moins fait pour un pareil impôt ; le moment actuel est le plus mal choisi pour l'essayer.

Le Français est extrêmement jaloux de ses affaires privées ; il sera révolté par l'inquisition.

Dans un pays comme le nôtre, divisé par les factions qui se disputent le pouvoir, l'impôt sur le revenu sera le plus redoutable des instruments de guerre civile. Il donnera libre cours aux jalousies et aux petites vengeances locales. Il ne faut pas diviser les citoyens en deux catégories : ceux qui paieront l'impôt et ceux qui ne le paieront pas.

Waldeck-Rousseau a dit que « procéder de la sorte, c'était faire une contre-révolution, c'était détruire l'unité nationale ». Il a dit aussi : « Le jour où le plus grand nombre pourrait imposer à la minorité sa volonté, son arbitraire, ses caprices, déplacer le fardeau des charges publiques et le faire incomber seulement à une catégorie sociale, nous toucherais à la plus détestable et à la plus abominable des tyrannies. »

Ce nouvel instrument était progressif, on sera tenté d'en abuser. M. Jules Roche a fait remarquer que c'est un instrument qui « emporte avec soi la facilité irrésistible de satisfaire les passions les plus dangereuses de l'âme humaine ».

Cette prétendue réforme entraînera les conséquences économiques les plus désastreuses pour le pays.

Les classes laborieuses, en faveur desquelles on veut l'introduire, en seront les premières victimes et les plus cruellement frappées. L'histoire en fournit la preuve : le Consulat fut obligé, dès son début, d'abroger la loi du 28 juin 1790. Cette loi avait jeté la France dans une crise douloureuse ; cependant il ne s'agissait pas alors d'un impôt permanent, mais d'une opération accidentelle.

En un mot, l'impôt sur le revenu est par essence un impôt non seulement personnel, mais individuel ; il implique nécessairement, d'abord une connaissance de la matière impossible qui ne peut être obtenue que par l'inquisition, ensuite une équité absolue de la part du fisc et une sûreté d'appréciation presque infailible : deux conditions irréalisables !

Quand cet impôt fut établi en Italie, sous la Renaissance, il fut déjà, au dire de Machiavel, « un instrument politique entre les mains des Médicis ». On ruinait arbitrairement ses ennemis politiques.

L'impôt progressif sur le revenu était « une contribution de guerre levée par une classe victorieuse sur une classe vaincue ». Nous en arrivons aujourd'hui à la même constatation. En France, certains contribuables seront fatalement transformés en « corvéables à merci ».

A l'impôt sur le revenu vient s'ajouter l'impôt complémentaire, qui est une taxe de superposition portant sur une totalisation d'hypothèses : une addition d'éléments fantaisistes ne peut donner un total conforme à la réalité des choses.

De plus, le Parlement a voté la réforme du principal de l'impôt sans déterminer ce qui pourra remplacer les taxes additionnelles établies sur ce principal en faveur des départements et des communes.

L'exode des capitaux à l'étranger, déjà commencé, n'est que trop certain dans l'avenir.

L'annonce seule de l'impôt sur le revenu n'a-t-elle pas provoqué une exportation de plusieurs milliards ? Ces capitaux ne reviendront pas dans un avenir prochain !

Il y aura aussi les capitaux qui se cachent, et ceux-là reviendront plus difficilement encore sur le marché français.

La rente française ne pouvait être taxée : le manquement à la parole donnée n'est point fait pour provoquer un retour à la confiance.

En imposant le coupon de la rente française, l'Etat s'assimile à un débiteur qui manque aux engagements pris. C'est la violation d'une convention par l'une des parties qui l'ont conclue.

C'est le mépris de la signature de la France par la France. Procéder ainsi qu'on le propose, c'est gravement compromettre son crédit dans l'avenir.

Ceux-là mêmes qui ont le plus contribué à fonder la troisième République ont protesté contre cette mesure.

Thiers a dit : « Mettre un impôt sur la rente, c'est une illégalité, c'est une énormité. » Gambetta a ajouté : « Il n'y a pas de juridiction pour trancher une semblable question. »

L'Etat avait toujours le droit de faire une conversion de rente chaque fois qu'il le jugeait opportun, mais il laissait au porteur le choix entre la conversion et le remboursement. Dans le cas actuel, au contraire, l'Etat opère arbitrairement une retenue sur le revenu, ce qui est une spoliation.

Ce système n'aboutirait-il pas un jour à la négation même de la dette ?

Il ne faut pas oublier que plus de 80 0/0 des titres de rente sont entre les mains de modestes porteurs, petits commerçants, contremaîtres, ouvriers. La plus grande partie de nos rentes est absorbée chaque jour par la petite épargne ; c'est donc elle surtout qui va se trouver frappée.

Jusqu'à présent tous les gouvernements avaient protégé ceux qui travaillent, les pauvres comme les riches. L'Etat a toujours encouragé de tout son pouvoir l'épargne et l'économie ; elles seules ont permis à la France de traverser les plus grandes crises et de s'en remettre toujours.

Plus on étudie cette question de l'im-

pôt sur le revenu, tel qu'il est proposé, moins on s'explique le projet adopté.

Sans doute, les impôts actuels ne sont pas parfaits ; une réforme est nécessaire ; mais, sans bouleverser une organisation fiscale qui a fait ses preuves, on pourrait améliorer certaines taxes comme celles qui pèsent sur la propriété non bâtie, et la contribution personnelle et mobilière dont les bases ne sont plus exactes.

L'impôt sur les revenus est juste en lui-même, à condition qu'il ne soit ni personnel ni global ni progressif.

La réforme actuelle va créer des classes, ce qui est une faute ; elle suscitera la haine entre ces classes, ce qui est un crime.

Ceux qu'on désigne du nom de riches trouveront les moyens de se soustraire aux exigences du fisc et c'est sur la classe moyenne que retombera le fardeau.

Fatalement, le Trésor verra diminuer ses recettes et on aura recours alors à des augmentations successives du taux de l'impôt.

La classe moyenne représente surtout la terre, et pour les terres la dissimulation sera impossible.

Les travailleurs se croient favorisés au début. Dans la suite, c'est eux qui seront les plus durement atteints par une crise économique inévitable. Ils en viendront à regretter le temps où ils avaient à acquiescer des taxes qu'un salaire rémunérateur leur aidait à supporter.

Le nom que je porte m'impose le devoir de m'intéresser aux affaires de la France.

En adressant ces lignes au vénérable doyen du Sénat, j'exprime une satisfaction patriotique. Je ne suis pas l'homme d'un parti et je tiens à reconnaître le mérite de mes adversaires politiques ; je sais qu'un grand nombre de républicains convaincus pensent tout bas ce que je dis tout haut.

Exilé comme aîné d'une famille dont l'histoire est, depuis la Révolution française, intimement liée à celle du pays, je veux espérer qu'un jour viendra où ceux-là même qui m'ont interdit le sol de ma patrie reconnaîtront l'iniquité des lois d'exception.

Ils ont frappé en moi un Français qui, aujourd'hui comme il y a vingt ans, n'aspire qu'à l'honneur de servir la France.

J'estime la servir en lui signalant le péril qui la menace.

Croyez-moi, mon cher monsieur Poiriquet, votre affectonné

NAPOLÉON.

9 mars 1909.

LA VIE DE PARIS

Autour des Bêtes

Parisiens et « ruraux » viendront aujourd'hui faire à notre pauvre galerie des Machines une dernière visite ; — une visite de condoléance et d'adieux. Ce concours agricole est la dernière assemblée de bêtes et de gens qu'on y verra. Si tôt la fabuleuse bâtisse évacuée, les ouvriers de M. l'entrepreneur Bonhomme fils y feront irruption, et on sera fait du chef-d'œuvre de Dutert ; la démolition commencera.

Ce petit pèlerinage, in extremis, à la galerie des Machines s'impose donc à tous ceux qui n'ont pas gardé des grandes Expositions définitives un trop mauvais souvenir ; et aussi bien seront-ils récompensés de ce voyage par la plus amusante des surprises : à côté de la monumentale carcasse de fer, qui, pendant dix jours, un peuple de bêtes va bégayer, grogner, bêler et glousser, comme un *De profundi*, sa dernière chanson, ils verront s'élever un morceau de ville neuve, dont rien n'existera encore, il y a un an.

Au centre du Champ-de-Mars, enfin débarrassé des palissades et des mesures qui tout doucement progressaient là, depuis l'Exposition dernière, ils regarderont se déployer jusqu'à la Seine les plans, proprement dépeçés, d'un parc tout neuf. Sans doute ces pelouses d'un vert un peu jeune encore, et les arbres qui les encadrent semblent, pour le moment, plus propres à fournir des fagots que de l'ombre. N'importe. C'est le commencement de quelque chose qui sera très beau, et dont la beauté déjà se devine à travers la géométrie froide des quinconces sans feuilles, des allées toutes nues et toutes neuves, où, çà et là, des flâneurs ont l'air de chercher leur chemin.

Car le parc immense est ouvert aux passants. Des écrivains fraîchement peints les avertissent : « Cette promenade est placée sous la sauvegarde des citoyens, qui sont invités à respecter et à faire respecter les gazons, les plantes et les ornements. » Il y a une grande allée sablée où l'on voit de temps en temps passer la silhouette trotteuse d'un cavalier ; il y a des ronds-points garnis de bancs, où se tient le soldat de deux heures, de petits sentiers de Grenelle et des bonnes d'enfants font connaissance ; il y a même un gardien en uniforme, qui sourit aux promeneurs et regarde avec curiosité monter autour de lui, une à une, les maisons...

Car les maisons montent, et se multiplient. Depuis un an, à droite et à gauche du Champ-de-Mars, deux longues voies ont été tracées : l'une est l'avenue Charles-Floquet ; l'autre est l'avenue Elise-Reclus. L'avenue Charles-Floquet est située du côté de Grenelle ; elle est parallèle à l'avenue de Suffren. On a pu construire de ce côté, jusqu'à présent, j'en ai cependant compté douze maisons neuves, presque toutes achevées. Cinq d'entre elles tournent le dos au Champ-de-Mars et s'élèvent en bordure de l'avenue de Suffren ; les sept autres sont construites sur la voie nouvelle, et regardent l'intérieur du Champ-de-Mars. Mais la longue bande de terrains réservée aux constructions qui séparent l'avenue Charles-Floquet du parc intérieur attend encore les architectes ; on n'y rencontre, pour l'instant (tout près de la tour Eiffel), que les baraquements du poste de télégraphie sans fil.

C'est de l'autre côté de l'immense plaine

que s'est portée l'activité des constructeurs. Ici, le spectacle est tout à fait intéressant. En quelques mois, vingt-cinq maisons — dont une demi-douzaine d'hôtels particuliers — sont sorties de terre !

Sur l'avenue de La Bourdonnais, deux seulement (aux abords de la Tour) ont été bâties. Toutes les autres s'élèvent sur l'avenue Elise-Reclus ou sur les petites voies transversales (avenue Silvestre-de-Sacy, rue du Maréchal-Harispée) qui joignent cette avenue neuve à celle de La Bourdonnais. La situation de quelques-unes est charmante : une de leurs faces est tournée sur l'avenue neuve, l'autre sur le parc.

Et c'est déjà un quartier vivant. Une douzaine de ces immeubles sont habités, et le « Tout-Paris » et le « Tout-mondain » de 1909 les mentionnent. Il n'est pas sans intérêt de connaître les noms de quelques-uns des premiers Parisiens par qui aura été « lancé » ce quartier neuf, et qui auront contribué à faire de Grenelle un centre d'élégances.

L'avenue Silvestre-de-Sacy est habitée par le comte Peretti della Rocca ; la rue du Maréchal-Harispée par M. Robert Demachy et le comte de La Barre de Carroy ; l'avenue Elise-Reclus, par MM. F. d'Hébrard de Saint-Sulpice, Constant Mayer, baron de Ladouette, le docteur Carnot, MM. Westercamp, le marquis Bonardi du Ménil, le comte M. de Gallifet, M. Pol Neveux, le duc de Talleyrand-Sagan, le duc de Valencay, MM. C. de Tavernier, Lucien Guitry, le duc de Polignac.

L'hôtel du duc de Polignac, situé près de l'Ecole militaire, est un pavillon bas, d'architecture du dix-huitième siècle, de la plus jolie simplicité de lignes ; l'hôtel de M. Lucien Guitry, situé au coin de l'avenue et de la grande allée qui coupe en deux le parc, à hauteur de l'avenue Rapp, est le plus amusant de ces immeubles ; haut d'un étage, égayé de végétations et de sculptures polychromes, avec une terrasse d'angle ouverte sur le pittoresque décor de ce quartier neuf.

Et cela veut dire que le Paris de 67, de 89 et de 1900 est bien loin de nous, et que c'en est fait des Expositions universelles !

Du haut de la terrasse de l'avenue Elise-Reclus, Lucien Guitry et ses amis peuvent dire adieu à ce passé-là.

Emile Berr.

Échos

La Température

Hier matin, à Paris, la température en baisse a fourni des minima de 1° à 3° au-dessous de zéro ; le ciel est toujours très nuageux avec un léger brouillard. A sept heures du matin, le thermomètre marquait 2° au-dessus de zéro et 8° à cinq heures du soir. La pression barométrique accusait 753^{mm} à midi. Des minima barométriques persistent à l'entrée de la Manche (747^{mm}).

Des pluies sont tombées sur l'ouest et le sud de l'Europe ; en France, il a plu à Toulon, à Nantes, à Toulouse, à Calais et à Lyon. Mer houleuse en Provence.

La température est un peu basse dans nos régions de l'Est et du Centre.

Départements, le matin, au-dessus de zéro : 0° à Perpignan, 0°2 à Toulouse, 0°4 à Besançon, 1° à Dunkerque, au Mans, à Charleville et à Nancy, 2° à Boulogne, à Lorient, à Rochefort, à Bordeaux, à Limoges et à Marseille, 3° à Nantes, 4° à Cherbourg, à Brest et à Cette, 5° à Lille d'Aix et à Biarritz, 6° à Cap-Béarn, 7° à Ouessant, 13° à Alger et à Oran.

Au-dessous de zéro : 0°3 à Clermont, 0°6 à Belfort, 2° à Lyon, 4° à Gap, 6° au puy de Dôme.

En France, un temps frais reste probable, avec quelques averses dans l'ouest. (La température du 9 mars 1909 était, à Paris, 5° au-dessus de zéro le matin et 11° l'après-midi ; baromètre : 763^{mm} ; temps à la pluie.)

Monte-Carlo. — Température (torrisme du Casino) : à dix heures du matin, 21° ; à midi, 25° ; temps merveilleux.

Nice. — Température : à midi, 15° ; à trois heures, 14°.

Les Courses

Aujourd'hui, à 1 heure 45, Courses à Compiègne. — Gagnants du Figaro :

Prix de l'Orléans : Apis ; Benihassam.
1^{er} Prix de la Société des Steeple-Chases : Ecurie Balsan ; Palanquin II.

Prix du Vieux-Moulin : Oblat ; Loup de Mer III.

Prix de la Société Sportive d'Encouragement : Ecurie Balsan ; Rickvyr.

2nd Prix de la Société des Steeple-Chases : Canada ; Ludvine.

3rd Prix de la Société des Steeple-Chases : Joyeux ; Viscos IV.

A Travers Paris

Le Conseil des ministres a commencé hier matin la discussion de ce fameux bilan de la marine que M. Picard a établi avec toute la conscience que l'on sait, mais que M. Caillaux se refuse à contresigner. Aucune décision ferme n'a d'ailleurs été prise, la suite de la discussion ayant été remise à demain.

La semaine dernière, on s'en souvient, une sorte d'accord s'était fait entre le ministre de la marine et celui des finances sur une réduction de 35 millions à laquelle M. Picard avait consenti. On assurait, du fait de cette réduction, que toute crainte de conflit était définitivement écartée.

Si l'on en croit ce qui se disait hier soir rue Royale entre gens devant être bien informés, les choses n'auraient pas conservé longtemps cette tournure apaisée. On prétendait, en effet, que l'affaire du bilan « ne marchait pas du tout » au gré des désirs de M. Picard.

Mentionnons, à ce propos, une note communiquée par une agence disant que les ministres intéressés avaient convenu de demander aux Chambres, pour cette année, un crédit supplémentaire de 18 millions, en laissant entrevoir pour l'an prochain la demande d'un crédit de 70 millions.

Encore, ce crédit de l'année prochaine ne serait-il pas admis en totalité par M. Caillaux. Si bien que l'accord ne serait fait, pour l'instant, que sur 18 millions !

... Nous voilà loin des 225 millions primitivement réclamés par M. Alfred Picard comme étant indispensables à la mise en état de notre flotte de guerre. C'est pourquoi nous ne voulons guère ajouter foi à la nouvelle en question.

S. M. la reine de Roumanie, S. M. la reine de Portugal, S. A. R. la princesse Marie de Grèce et le président Roosevelt ont daigné accorder leur haut patronage au Comité du cinquantenaire de *Mirville* et du jubilé de Frédéric Mistral. M. Clemenceau, président du Conseil, M. Doumergue, ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts ; M. Barthou, ministre des travaux publics, des postes et télégraphes ; M. Cruppi, ministre du commerce et de l'industrie ; M. Dujardin-Beaumez, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts, ont bien voulu accepter les présidences d'honneur.

Nous publions incessamment la deuxième liste des souscriptions recueillies par le Comité.

Le Figaro a reçu, depuis la publication de la première liste, qui se montait à 5,524 fr. 50, les sommes suivantes :

M. et Mme Rodocanachi	Fr. 400
M. Stéphen Liégard	200
Mme Monier-Berton	400
Docteur Violot	20
Docteur Léopold Vabre, Béziers	30

Une petite affiche officielle, qui n'a l'air de rien, annonce en style très administratif « la vente des matériaux à provenir de la démolition du numéro 112 de la rue de Grenelle ».

Il s'agit, tout simplement, du ministère de l'Instruction publique, ou tout au moins de l'un des deux grands immeubles qui le forment.

On va, en effet, comme on l'a fait pour le travail et les colonies, lui bâtir un bel immeuble tout neuf.

Il va sans dire qu'on ne touchera pas à l'hôtel du ministre qui, d'après Girault de Saint-Fargeau, serait l'ancien hôtel Rochecourant et dont l'architecture et les salons méritent les égards de la conservation.

Il y a dix ans que l'on parle d'éclairer le bois de Boulogne. Mais on en parlait toujours, et on n'y pensait jamais.

M. Bouvard enfin vient d'y penser, et, cette fois, très sérieusement. Hier matin il a envoyé aux services d'éclairage de la Ville de Paris et de ses promenades une invitation formelle à lui présenter sans retard un projet définitif et des devis d'éclairage. — par l'électricité ou tout autre moyen, mais de préférence par l'électricité. — de l'allée des Fortifications, entre la porte Dauphine et la porte Maillot, de l'allée de Longchamp ou des Acacias, et de la route de Suresnes, allant de la porte Dauphine à la Cascade, en passant par l'extrémité du Lac inférieur, et qui est déjà d'ailleurs éclairée partiellement aux abords du Pré-Catelan par une entreprise privée. Voilà une nouvelle à laquelle tous les Parisiens applaudiront.

Les joies de l'impôt sur le revenu.

On sait qu'en Prusse, où fonctionne l'impôt sur le revenu, les contribuables sont tenus de faire une déclaration écrite. Dernièrement, l'un des grands banquiers de Berlin, connu pour son esprit, se voit retourner sa feuille de déclaration avec l'annotation suivante, pleine de méfiance pour sa sincérité :

« Nous regrettons l'absence des bénéfices de vos affaires de spéculation. »

« Moi aussi », se contenta d'ajouter par écrit le banquier sur sa feuille qu'il renvoyait au bureau de l'inspecteur.

A propos d'une inauguration...

Le terre-plein sur lequel fut inauguré dimanche le monument de Charles Floquet à un passé historique intéressant à rappeler. C'était l'ancien rond-point de l'Allée-Verte, ainsi dénommée, jusqu'aux approches de la Révolution, parce qu'il n'y avait là que marais et herbes verdoyantes ! Jean-Jacques Rousseau nous dit un jour qu'il revenait « d'herboriser » sur la colline de Ménilmontant, il fut renversé, dans l'Allée-Verte, par un gros chien danois, appartenant à M. Le Pelletier de Saint-Fargeau et que, « dans sa chute, il faillit se rompre la mâchoire ». On le releva sans connaissance et on le transporta à la maison de la Haute-Borne — c'était une manière de « dispensaire » — qui, elle, tirait son nom d'une pierre druidique (men-hir) trouvée en cet endroit. Tels sont les parages devenus son fief électoral que contemplerait, désormais, dans la calme sérénité du bronze, M. Charles Floquet !

Une jolie conquête féminine.

Les anciens élèves de la Faculté des lettres de Paris ont formé une association amicale à la tête de laquelle se trouvent MM. Robert Regnier, chef de secrétariat de l'Institut, Max Egger, Drouets, Psichari, A. Berthelot, Picavet, Prou.

L'originalité de cette association savante, est que, contrairement à ce qui se passe dans les autres groupements du même genre, les femmes y sont admises. On sollicite même leur adhésion, et dans le comité d'administration nous notons Mlle Daujean, professeur au lycée Racine, Mme Landolphe, professeur au lycée Lamarine, et Mlle Minssen, professeur au lycée de Versailles.

M. Ernest Lavisse a été des premiers à approuver cette noble initiative, et il l'a fait, avec MM. Liard, Alfred Croiset, Bouthoux, Ribot et quelques

tre de la Chine, qui sourit et remercia en inclinant la tête.

La France aussi fut félicitée, et très sincèrement, par Sven Hedin : « Rien ne ressemble à la France, il n'y a que chez vous qu'on trouve une telle réunion de qualités et de beautés. C'est toujours une attraction de revenir à Paris et de revoir les bons amis que l'on y possède ». Enfin, la science eut sa définition et son hommage : « La science est toujours internationale. C'est pour cela qu'on n'a pas besoin de parler de telle ou telle nation quand on honore tel ou tel explorateur... La science est le désir de l'homme de trouver la vérité, la cause des choses ».

On fit une ovation à l'explorateur suédois.

Sven Hedin va nous quitter. Il part aujourd'hui ou demain pour Berlin, où il restera quatre jours. Puis il se rendra successivement à Vienne, à Copenhague, à Pétersbourg et à Christiania.

Il s'occupera ensuite de la rédaction de son livre sur ses voyages au Tibet. Ce livre paraîtra sans doute à l'époque des étreintes prochaines.

Dans la soirée, à cinq heures, Sven Hedin a été reçu à l'Hôtel de Ville par M. Chérioux, président du Conseil municipal, assisté des membres du bureau du Conseil.

Après une allocution de M. Chérioux, qui porta la santé de Sven Hedin, celui-ci répondit en quelques mots qui furent très appréciés et très applaudis.

Une promenade dans les salons de l'Hôtel de Ville suivit le lunch.

M. L.

LE DRAME

DE

L'impasse Ronsin

La défense de Mme Steinhil

M. André a reçu hier les rapports de M. le docteur Balthazard, de M. Boin-Taburet, orfèvre, et de l'expert-comptable chargé de contrôler les recettes et dépenses de Mme Steinhil, du 1^{er} janvier 1938 au jour du crime.

Ces rapports ne sont pas aussi défavorables à l'inculpée qu'on aurait pu le croire.

Le docteur Balthazard a examiné la chambre de M. Steinhil, le lit et la position du cadavre. De ses investigations, il arrive aux conclusions suivantes :

1^o M. Steinhil n'avait point absorbé de narcotique. En effet, il a été trouvé dans son cabinet de toilette. L'un de ses pieds tourné à gauche affectait la position du pied d'un vivant qui fait une chute sur les genoux. On reconstitue facilement ainsi la scène. Réveillé par un bruit suspect, il s'est d'abord assis sur son lit, puis il a replié sa couverture, s'est levé et s'est dirigé vers le cabinet de toilette où il a été assassiné. Donc il était à ce moment parfaitement éveillé.

2^o M. Steinhil n'a pas résisté. Or, il était de force à lutter. Il faut donc qu'il y ait eu chez lui inhibition des forces de défense. Puisqu'il n'avait pas absorbé de narcotique, cette inhibition ne peut être attribuée qu'à la peur. Or la vue de sa femme n'aurait point causé cette terreur paralysante. Il y a donc eu un autre assassin étranger à la maison ; 3^o Mme Jany était impotente. Elle a été tuée dans son lit et n'a pas résisté.

L'expertise de la comptabilité montre que Mme Steinhil au moment où le crime a été commis devait posséder au moins 4.600 francs. Ce n'était donc pas la terrible gêne dont on a parlé.

Reste la question des bijoux. M. Boin-Taburet dit que, sur la liste des douze bijoux que Mme Steinhil a prétendu lui avoir été volés, cinq ont été vendus à M. Souloy, trois ont été retrouvés en la possession de l'inculpée ; quatre seulement ont disparu. Mme Steinhil conteste le chiffre. Jeudi prochain on procédera à une confrontation entre l'expert, l'inculpée, le bijoutier Souloy et diverses autres personnes.

A la suite de la lecture de ces rapports, Mme Steinhil a rédigé et remis au juge une demande en liberté provisoire, dont voici le texte.

Le 8 mars 1939.

Monsieur le juge d'instruction,

Avec l'opinion si terriblement surexcitée contre moi, mais qui, mieux renseignée, redeviendra certainement générale et juste, vous m'avez considérée comme une monstreuse criminelle. J'ai subi vos dix interrogatoires, vos soixante heures de question sans une faiblesse, protestant chaque fois de mon innocence.

Vous ne m'avez pas crue, vous ne pouviez pas me croire après toutes les folies, les extravagances que j'ai dites, que j'ai faites ou que l'on m'a fait faire. Mon récit du crime vous paraissait, à vous comme à tous, fantastique, inacceptable ; j'étais bien seule la coupable ou bien j'avais avec moi, l'ayant entraîné, ou entraîné par lui, un complice !

Eh bien ! monsieur le juge, les assassins étaient bien ceux que j'ai dits, nombreux, comme je l'ai déclaré, et ce sont vos experts dans leurs derniers rapports, votre dossier dans son dernier état, qui en apportent enfin la preuve.

Moi, la seule criminelle ! Cette abomination matérielle a pu être envisagée ! Seulement, comme pour lui donner quelque apparence, il fallait le narcotique ou le poison, des expertises s'imposaient. Or, après le docteur Ogier, déclarant que les viscères des victimes ne contenaient aucune trace de narcotique ou de toxiques, voilà le docteur Balthazard qui donne cet irrésistible argument, que mon mari et ma mère étaient si peu empoisonnés, si peu sous l'influence d'un narcotique, que l'une sortait de son lit, et que l'autre a marché, passant dans le cabinet de toilette, tous les deux avant d'être, incontestablement, tués à l'endroit et dans la position où l'on a retrouvé leur corps.

Ainsi se trouve détruite l'odieuse hypothèse « de la veuve tragique, verseuse de poison ou de narcotique » ayant tué seule son mari et sa mère.

Reste l'hypothèse où je serais criminelle, quand même, mais avec un complice. Sans insister sur l'imprudence que présenterait le choix d'un complice quelconque, — imprudence inadmissible, et qui vous a paru telle, puisque, si longtemps, avec tant de persistance, vous

m'avez considérée comme seule coupable, — à quel résultat dans cette voie est arrivée l'instruction ? A aucun ! Et cependant ce ne sont pas les pistes ouvertes, fouillées, qui manquent !

Vos dossiers sont pleins de recherches, visant toutes les personnes qui m'ont fréquentée, depuis mes relations les plus éloignées jusqu'à mon propre frère.

Ce n'est pas tout ! Ici encore la raison et la science apportent leurs enseignements.

Les travaux de MM. Bertillon et Balthazard ont abouti aux constatations suivantes :

a) Sur la pendulette, maniée sûrement par un des assassins et jetée dans une armoire, une empreinte non identifiée !

b) Sur la bouteille de cognac, ayant servi aux gorgs, bouteille montée le soir presque pleine, retrouvée le matin du crime presque vide, des empreintes nombreuses, non identifiées également ; empreintes se remarquant surtout autour du goulot, comme si les assassins avaient bu à même la bouteille !

c) Sur le tapis, un semis de taches d'encre provenant de la flaque d'encre du petit salon et produit par le bas d'un vêtement flottant, vêtement qui ne pouvait être un des miens, puisque, m'étant déshabillée, le soir du crime, dans le cabinet de toilette où mes effets ont été retrouvés le dimanche matin, aucune tache d'encre n'a été constatée ni sur eux, ni sous eux !

A qui ce vêtement flottant, à qui cette robe qui a ainsi laissé son empreinte sur le tapis, n'est-ce pas à la femme que j'ai dénoncée, ou à l'un des meurtriers, vêtus, comme je l'ai dit ; l'un d'eux, en me ligotant, m'ayant d'ailleurs marquée d'une tache d'encre au genou ?

C'est revenir à la piste dite des lévites, piste si ridiculisée ? Eh bien, oui, cette piste que je n'ai jamais abandonnée (si ce n'est en pleine folie et en pleine suggestion pendant quelques jours), vous-même vous l'avez justement reprise, ces derniers temps, et vous l'avez étudiée sans que rien n'ait disparu, au contraire, de cette coïncidence étrange, les lévites ont été volées au théâtre Hébreux la veille du crime, vers six heures du soir, et l'on a découvert le lendemain, dans un wagon du Métropolitain, une carte d'invitation à l'exposition de mon mari, portant l'adresse qui, a été renseignée, à mon insu, la Sûreté sur le vol de ces trop fameuses lévites.

Permettez-moi d'ajouter que quatre lettres qui se trouvent au dossier, viennent corroborer mon récit : deux émanées d'un sieur Arthur Rewer, dont l'une du 2 juin, trois jours après le crime — une lettre mise à la poste à Boulogne-sur-Mer — la quatrième écrite par une femme italienne et expédiée de Porto (Portugal).

Vous leur avez attribué quelque importance, puisque, notamment pour les deux lettres Arthur Rewer, un expert en écriture a été désigné par vous et que vous avez fait procéder à un ensemble d'investigations et d'enquêtes.

Or dans la lettre Arthur Rewer du 2 juin, il est nettement affirmé que la nuit du crime le signataire a remarqué et même suivi, vers minuit et demi, quatre hommes et une femme qui sortaient de l'impasse Ronsin avec un sac et dont le signataire répond à celui que j'ai donné moi-même.

Je m'efforce de soumettre à votre haute conscience les preuves d'innocence puisées dans votre dossier, et combien en est-il d'autres qui rendent ma culpabilité désormais impossible !

Mais je vais plus loin, et, vous rappelant combien, pour ma vie, pour ma fille, j'avais besoin de ma mère, combien j'aimais ma mère, je vous prie une fois de plus mon innocence !

D'ailleurs, quel mobile aurait pu me conduire à un crime aussi atroce ? Ce n'est pas le désir d'un mariage, puisque la personne que vous savez ne voulait et ne pouvait se remarier avant huit ans. Un intérêt d'argent ? Comment l'admettre, puisque, si la mort de ma mère me procurait une faible rente de trois mille francs environ, celle de mon mari me procurait de revenus notablement supérieurs.

Pour les bijoux que je déclare avoir été volés, vous savez que contrairement à ce qui a été répandu dans le public il a été impossible d'en retrouver un seul, en dehors des cinq bijoux remis par moi le 12 juin à M. Souloy, ainsi que je l'ai déjà reconnu devant M. Leydet, et qu'aucun des bijoux également volés à ma mère n'a été retrouvé.

C'est pourquoi, monsieur le juge, étant donné l'état actuel de l'instruction, je vous demande de me rendre à mon enfant et de mettre un terme à ce supplice désormais inutile et dont votre conscience souffrirait un jour.

J'ai l'honneur de vous demander ma mise en liberté provisoire, et je prends vis-à-vis de vous l'engagement formel de rester à votre disposition et de vous aider de toutes mes forces à la recherche de la vérité.

M. STEINHIL-JANY.

C'est, comme on peut le voir, non point seulement une requête, mais un véritable plaidoyer : la défense de Mme Steinhil.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

tance aux vieillards ! Celle-ci n'est qu'un leurre. Elle ne soulagera personne, et troublera toutes les classes de la société. Croit-on que les contribuables seront égaux devant elle ? Nous savons tout comment l'administration distingue entre les amis et les adversaires du gouvernement. L'arbitraire et l'inquisition s'unissent à travers tous les articles du projet. Qu'on relise l'article 88, on verra que les agents du fisc pourront fouiller partout en toute occasion et pour toute cause.

Le ministre a créé un instrument qu'il livre à ceux qui ne paient pas d'impôt. La loi est exclusivement faite pour les socialistes, ils sauront en user. « Que M. Caillaux jouisse donc de son triomphe. Demain nous verrons ! »

Je crains bien que le discours de M. Aynard n'ait la valeur d'une prophétie. En attendant, je reviens à la séance d'aujourd'hui.

M. Charles Benoist a la parole sur l'ensemble. Il répète, après plusieurs autres, que l'impôt livrera les suspects aux coups de l'administration. Malgré l'apologie qu'en ont faite le rapporteur et le ministre, l'orateur repousse de toutes ses forces cet impôt dit démocratique et qui constitue une nouvelle féodalité à rebours.

M. Delpierre votera le projet, bien qu'il le trouve médiocre, comme base de discussion pour le Sénat.

Ni M. Flayelle, ni le marquis de Pins ne le voteront ; les inégalités qu'il contient leur paraissent inadmissibles.

En vérité, je ne vois pas l'intérêt de toutes ces déclarations individuelles et je m'excuse de les enregistrer.

M. de Belcastel votera le projet ; M. Magnaudé le votera ; M. Munin-Bourdin le votera ; au contraire, M. Villault-Duchenois, M. Failliot, M. de Herce, M. de Ramel ne le voteront pas. Les raisons qu'ils en donnent sont trop connues pour que j'y insiste. Le bon sens lui-même devient fastidieux à force d'être rabâché.

M. de Grandmaison s'abstient, ses électeurs ne lui ayant jamais rien demandé de pareil à cette loi. M. Ferret votera. MM. Collin, Chastenet, d'Elissagarry, Monseron voteront, tous sous réserves. Quels singuliers votes !

Voici enfin un député, M. Pierre Leroy-Beaulieu, qui a la complète franchise de son opinion et qui s'en explique avec une hardiesse méritoire. Suivant lui : « Le projet est une spéculation sur la naïveté des électeurs, auxquels leurs représentants montrent ainsi le mépris qu'ils ont pour eux. »

Un vacarme infernal répond à cette loyale profession de foi, qui vaut à son auteur un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

Faut-il continuer ? M. Nicolle s'abstiendra. Le marquis de Dion repousse le projet, regrettant qu'on n'ait pas procédé à un référendum général sur une question aussi grave.

M. Puech n'est qu'à moitié content. M. Paul Bertrand espère mieux et ne votera pas. M. Méquillet, M. Chaigne et M. Ferré de Ludre imiteront son exemple.

Nous approchons du terme. Un projet de résolution présenté par M. Siegfried est bientôt retiré sur une promesse du ministre, et la Chambre, délivrée, décide qu'elle se repose, pendant deux jours.

Retenez cette date, mardi 9 mars 1939 ! Elle marquera certainement dans les annales financières et politiques de la France.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

M. Antonin Dubost a prononcé au début de la séance l'éloge funèbre de M. Le Chevalier, sénateur de la Sarthe, et le Sénat a repris tout aussitôt la discussion du projet de loi ayant pour objet la création de classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques et d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants arriérés.

M. Denoix a fait observer que le projet semblait avoir été un peu trop conçu en vue des besoins de Paris et des grandes villes. Et il a exprimé la crainte que l'application d'une telle loi ne gravât de sommes importantes les futurs budgets. Il faudrait donc consulter la commission des finances. M. Denoix a conclu en demandant le renvoi à la commission.

M. Le Provost de Launay a insisté dans le même sens.

Mais M. Strauss, l'infatigable défenseur des œuvres sociales, veillait. Il a rassuré le Sénat sur les conséquences financières de la loi ; il a fait appel à sa commiseration et, appuyé par le ministre de l'instruction publique, il a fait repousser le renvoi à la commission.

La discussion continuera jeudi.

Auguste Avril.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

remplacer le matériel prélevé sur les approvisionnements des services et expédié au Maroc, le gouvernement demandait l'ouverture, sur l'exercice 1939, d'un crédit de 5,439,262 francs.

La commission a adopté ensuite l'ensemble du projet.

Messageries maritimes

La commission du budget s'est réunie hier après midi, sous la présidence de M. Berthelette.

Elle a continué l'examen du projet de loi relatif aux Messageries maritimes.

Les termes du rapport de M. Chautard ont été lus par ses membres, et la commission ont été discutés et approuvés, après quelques légères modifications.

A. A.

ARRIVÉE A PARIS

DU

GÉNÉRAL D'AMADE

Dix heures quarante. Le rapide de Toulouse entre en gare du quai d'Orsay. En tenue civile,

S Pour parler et écrire vite et bien
une Langue étrangère,
s'adresser aux
ÉCOLES PIGIER
Subventionnées de l'Etat - 5 Grands Prix
Adultes..... Av. de l'Opéra, 43.
Jeunes Gens... Rue de Rivoli, 53.
Jeunes Filles... Rue St-Denis, 5.

Métaux sur Londres

Cuivre, comptant.....	56 13/9	contre.....	56 11/3
-----------------------	---------	-------------	---------